

Indien een bewoner geen huisarts heeft op het moment van opname of indien de huisarts weigert de zorg voor de patiënt voort te zetten, wordt een bijgewerkte lijst van beschikbare huisartsen aan de bewoner of zijn vertegenwoordiger overhandigd".

Art. 4. In bijlage 120 van dezelfde Wetboek wordt punt 9.3.14 vervangen door de volgende tekst: "9.3.14. Elke rustoord en elk rust- en verzorgingstehuis beschikt over een algemeen reglement voor de medische activiteiten, aan de opstelling waarvan de coördinerende en raadgevende arts deelneemt. Het bepaalt de rechten en plichten van de behandelende artsen die er actief in zijn. Dat reglement wordt aan iedere huisarts overhandigd, en door diens ondertekening verbindt hij zich ertoe zo doeltreffend mogelijk mede te werken aan de medische organisatie en aan de medische zorgen van de instelling.

Het algemeen reglement van de medische activiteit omschrijft minstens volgende punten:

1° de inzet van de behandelende artsen om deel te nemen aan een samenhangend medisch beleid binnen de instelling, met name op het vlak van het voorschrijven van geneesmiddelen, het verlenen van kwaliteitsvolle zorgen, het multidisciplinair overleg en het overleg met de coördinerende en raadgevende arts;

2° het naleven van de regels bepaald door de huisartsenkring waar de instelling is gevestigd om een behandelende geneesheer aan te duiden wannerer de bewoner er geen heeft;

3° de normale openings- en bezoekuren (behoudens spoedgevallen);

4° contacten met familie en naasten;

5° overleg en recyclagevergaderingen binnen de instelling;

6° het houden van het medisch dossier van de bewoner;

7° het gebruik van alle middelen die een beredeneerd voorschrijven van geneesmiddelen mogelijk maken en in het bijzonder het voorschrijven van de goedkoopste geneesmiddelen of van geneesmiddelen die aangepast zijn aan de bereiding van individuele geneesmiddelen, alsook het gebruik van elektronische voorschriften;

8° de praktische modaliteiten voor de overmaking van de getuigschriften van verstrekte zorgen en de betaling ervan,

9° de informatie-overdracht bij overdraagbare ziektes.".

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2021.

Art. 6. Rustoorden en rust- en verzorgingstehuizen beschikken over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit om een aannemingscontract te sluiten met een coördinerende en raadgevende arts.

Art. 7. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 oktober 2021.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33750]

9 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel établissant le formulaire de notification électronique du droit de préemption par les officiers instrumentant autres que les notaires dont la résidence est située en Belgique

La Ministre de la Ruralité,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.358, § 9, remplacé par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant les modalités de notification du droit de préemption attribué à la Région wallonne conformément à l'article D.358 du Code wallon de l'Agriculture, l'article 2, § 2, alinéa 1^{er};

Vu le rapport du 31 mai 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 09 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, (1^o ou 2^o), des lois sur le Conseil d'Etat, coordonne le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. Le formulaire de notification des informations visé à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant les modalités de notification du droit de préemption attribué à la Région wallonne conformément à l'article D.358 du Code wallon de l'Agriculture figure en annexe du présent arrêté.

Namur, le 9 septembre 2021.

C. TELLIER

Annexe.



Notification auprès de la Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Votre formulaire est soumis électroniquement et sera traité par l'administration renseignée ci-contre.



Service public de Wallonie

Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement
Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal
Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

En cas de difficulté technique, contactez la personne suivante :

Madame Nathalie SONDAG

Tél. : 081 33 64 72

preemption.ruralite@spw.wallonie.be
<https://agriculture.wallonie.be/droit-de-preemption>

Notification des ventes dans le cadre du droit de préemption en Wallonie

Objet

En cas de vente d'un bien immobilier agricole, la Région wallonne dispose d'un droit de préemption sous certaines conditions. Les officiers instrumentant la vente doivent questionner la Direction de l'Aménagement Foncier Rural quant à l'exercice ou non de ce droit de préemption.

Public

Notaires dont la résidence n'est pas située en Belgique et comités d'acquisition.

Conditions

Concerne les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés en zone agricole au plan de secteur et les biens immobiliers bâtis ou non bâtis déclarés dans le SIGeC (Système intégré de gestion et de contrôle) situés dans les communes où un aménagement foncier est en cours.

Réglementation

Code wallon de l'Agriculture, article D.358, § 9, remplacé par le décret-programme du 17 juillet 2018.

Arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 déterminant les modalités de notification du droit de préemption attribué à la Région wallonne conformément à l'article D.358 du Code wallon de l'Agriculture, article 2, § 2, alinéa 1^{er}.

1. Coordonnées de l'officier instrumentant

1.1. Identification

Un notaire

M. Nom _____ Prénom _____
 Mme _____

Un comité d'acquisition

Comité d'acquisition wallon
 Comité d'acquisition bruxellois
 Comité d'acquisition flamand
 Comité d'acquisition fédéral

Numéro d'unité d'établissement / Numéro d'entreprise

Dénomination

Veuillez fournir au moins un numéro de téléphone.

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

1.2. Adresse du siège social de votre établissement

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

1.3. Personne de contact

Veuillez renseigner une personne de contact pour le suivi du dossier.

M. Nom _____
 Mme _____

Prénom _____

Veuillez fournir au moins un numéro de téléphone.

Téléphone

Téléphone

Téléphone

Courriel

Référence du dossier

2. Détails de la vente

2.1. Type de vente

De quel type de vente s'agit-il ?

Vente de gré à gré

Prix de vente du bien (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC et hors indemnités)

€

Superficie du bien (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC)

m²

La vente est-elle soumise au droit de préemption du preneur ?

- Oui
- Non

Vente publique physique

- Notification du jour, heure et lieu de la vente publique

Superficie du bien (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC)

m²

Montant de la mise à prix (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC et hors indemnités)

€

Date de la vente

Heure de la vente

Lieu de la vente

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

La vente est-elle soumise au droit de préemption du preneur ?

- Oui
- Non

- Notification du montant de la dernière offre

Superficie du bien (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC)

m²

Date de la vente

Montant de la dernière offre

Vente publique dématérialisée

- Notification du début et clôture des enchères

Superficie du bien (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC)

m²

Montant de la mise à prix (partie uniquement en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC et hors indemnités)

€

Date de début des enchères

Heure de début des enchères

Date de fin des enchères

Heure de fin des enchères

Notification à la Direction de l'Aménagement foncier rural

Page 4/5

Référence du bien sur la plateforme d'enchère en ligne

La vente est-elle soumise au droit de préemption du preneur ?

- Oui
- Non

- Notification de l'extrait d'acte d'adjudication

Référence du bien sur la plateforme d'enchère en ligne

Date de l'adjudication

Montant de l'adjudication

 €

Vous devrez joindre l'extrait d'acte d'adjudication dans votre dossier après avoir complété le formulaire.

Le nombre de parcelles à encoder est-il supérieur à 30 ?

- Oui
- Non

2.2. Situation

Rue / Lieu-dit

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

2.1.1 Parcell(s)

La vente concerne la parcelle entière ?

- Non
- Oui

Numéro de parcelle pré cadastré

En sortant de ce formulaire, vous devrez joindre un plan, ou à défaut un croquis, permettant l'identification de cette partie.

Référence de la parcelle :

INS (Commune)

Commune

INS (Division)

Division

Section

Radical

Exposant

Puissance

Bis

Numéro de parcelle (CAPAKEY)

Partition (P)

Service extérieur de la DAFoR concerné

Nature de la parcelle suivant cadastre

 m²

Superficie vendue de la parcelle en zone agricole et/ou déclarée au SIGeC

 m²

Existe-t-il un bail ?

- Non
- Oui

Nature du bail

Le preneur est

- une personne physique

M. Nom

Mme

Prénom

- une personne morale

Numéro d'entreprise

Dénomination

3. Commentaires éventuels

4. Déclaration sur l'honneur

- M.
- Mme

Nom

Prénom

légalement autorisé à engager l'officier instrumentant

- déclare sur l'honneur que les renseignements mentionnés dans le présent formulaire et ses annexes sont exacts et complets.

5. Protection de la vie privée et voies de recours

5.1. Protection de la vie privée

Comme le veut le Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous vous signalons que :

- les données que vous fournissez en complétant le formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Service Public de Wallonie ;
- ces données seront transmises exclusivement au service du Gouvernement wallon en charge de la démarche qui est identifié dans le formulaire ;
- vous pouvez avoir accès aux données à caractère personnel vous concernant qui sont éventuellement détenues par le Service Public de Wallonie en introduisant une demande via le formulaire « Demande de droit d'accès à mes données personnelles » ;
- vous pouvez exercer le droit à la rectification de vos données en vous adressant aux administrations du Service Public de Wallonie avec lesquelles vous êtes en contact ;
- les droits à l'effacement des données, à la limitation du traitement et à l'opposition au traitement ne peuvent s'exercer que dans certains cas spécifiques et limités vis-à-vis des autorités publiques. L'administration du Service Public de Wallonie avec laquelle vous êtes en contact, vous précisera si l'exercice de tels droits est possible pour le traitement concerné.

5.2. Voies de recours

Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?

1. **Introduire un recours interne à l'administration.**

Adressez-vous à l'administration concernée pour lui exposer les motifs de votre insatisfaction ou exercez le recours administratif spécifique si celui-ci est prévu dans la procédure.

2. **Adresser une réclamation auprès du Médiateur.**

Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur
Tél. gratuit **0800 19 199**
<http://www.le-mediateur.be>

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 établissant le formulaire de notification électronique du droit de préemption par les officiers instrumentant autres que les notaires dont la résidence est située en Belgique.

Namur, le 9 septembre 2021.

Céline TELLIER

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 établissant le formulaire de notification électronique du droit de préemption par les officiers instrumentant autres que les notaires dont la résidence est située en Belgique.

Namur, le 9 septembre 2021.

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33750]

9. SEPTEMBER 2021 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Formulars für die elektronische Notifizierung des Vorkaufsrechts durch beurkundende Beamte, die keine Notare sind, deren Amtssitz sich in Belgien befindet

Die Ministerin für ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.358 § 9, ersetzt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Bestimmung der Modalitäten für die Mitteilung des der Wallonischen Region gemäß Artikel D.358 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zugeteilten Vorkaufsrechts, Artikel 2 § 2 Absatz 1.

Aufgrund des Berichts vom 31. Mai 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 9. Juli 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 (Ziffer 1 oder 2) der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Einziger Artikel - Das Formular für die Notifizierung der Informationen im Sinne von Artikel 2 § 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Bestimmung der Modalitäten für die Mitteilung des der Wallonischen Region gemäß Artikel D.358 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zugeteilten Vorkaufsrechts wird dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügt.

Namur, den 9. September 2021

C. TELLIER



Meldung bei der Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung

Ihr Formular wird elektronisch übermittelt und von der nebenstehend angegebenen Verwaltung bearbeitet.



Öffentlicher Dienst der Wallonie

Landwirtschaft, Naturschätzung und Umwelt
Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten,
Wasserläufe und Tierschutz
Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung

Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

Im Falle von Schwierigkeiten wenden Sie sich bitte an folgende Person :

Frau Nathalie SONDAG

Tél.: 081 33 64 72

preemption.ruralite@spw.wallonie.be

<https://agriculture.wallonie.be/droit-de-preemption>

Meldung der Verkäufe im Rahmen des Vorkaufsrechts in der Wallonie

Gegenstand

Im Falle des Verkaufs einer landwirtschaftlichen Immobilie verfügt die Region unter bestimmten Bedingungen über ein Vorkaufsrecht. In Bezug auf die Ausübung bzw. Nichtausübung dieses Vorkaufsrechts müssen die beurkundenden Beamten sich bei der Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung erkundigen.

Zielpublikum

Notare, deren Amtssitz sich nicht in Belgien befindet, und Erwerbsausschüsse.

Bedingungen

Betroffen sind die bebauten oder unbebauten Immobilien, die sich in einem Agrargebiet nach dem Sektorenplan befinden, oder die im InVeKos (integriertes Verwaltungs- und Kontrollsysteem) angegebenen bebauten oder nicht bebauten Immobilien, die sich in den Gemeinden befinden, wo eine Bodenumgestaltung stattfindet.

Einschlägige Rechtsvorschriften

Wallonisches Gesetzbuch über die Landwirtschaft, Artikel D.358 § 9, ersetzt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018.

Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2019 zur Bestimmung der Modalitäten für die Mitteilung des der Wallonischen Region gemäß Artikel D.358 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zugeteilten Vorkaufsrechts, Artikel 2 § 2 Absatz 1.

1. Angaben zum beurkundenden Beamten

1.1. Ihre Angaben

Sie sind:

ein Notar

<input type="checkbox"/> Herr	Name	Vorname
<input type="checkbox"/> Fr.		

ein Erwerbsausschuss

- Wallonischer Erwerbsausschuss
- Erwerbsausschuss der Region Brüssel-Hauptstadt
- Flämischer Erwerbsausschuss
- Föderaler Erwerbsausschuss

Nummer der Niederlassungseinheit / Unternehmensnummer

--	--	--	--	--	--	--	--

Bezeichnung:

Nachdem Sie das Formular ausgefüllt haben, müssen Sie eine CSV-Datei (siehe Vorlage) beifügen.

Bitte geben Sie mindestens eine Telefonnummer an.

Meldung eines Verkaufs

Postleitzahl Ort

Unterliegt der Verkauf dem Vorkaufsrecht des Pächters?

- Ja
 Nein

 Meldung des Betrags des letzten Angebots

Fläche des Gutes (nur der Teil, der sich im Agrargebiet befindet und/oder der im InVeKos angegeben wurde)

m²

Datum des Verkaufs

Betrag des letzten Angebots

€

 entmaterialisierter öffentlicher Verkauf Meldung des Anfangs und des Endes der Versteigerung

Fläche des Gutes (nur der Teil, der sich im Agrargebiet befindet und/oder der im InVeKos angegeben wurde)

m²

Ausrufpreis des Gutes (nur der Teil, der sich im Agrargebiet befindet und/oder der im InVeKos angegeben wurde, jeweils ohne Entschädigungen)

€

Datum des Anfangs der Versteigerung

Uhrzeit des Anfangs der Versteigerung

: (hh.mm)

Datum des Endes der Versteigerung

Uhrzeit des Endes der Versteigerung

: (hh.mm)

Referenz des Gutes auf der Online-Versteigerungsplattform

Unterliegt der Verkauf dem Vorkaufsrecht des Pächters?

- Ja
 Nein

 Zustellung des Auszugs aus der Zuschlagsurkunde

Referenz des Gutes auf der Online-Versteigerungsplattform

Datum des Zuschlags

Betrag des Zuschlags

€

Nachdem Sie das Formular ausgefüllt haben, müssen Sie Ihrer Akte den Auszug aus der Zuschlagsurkunde beifügen.

2.2. Lage

Straße

Hausnummer Briefkaste

Postleitzahl Ort

2.2.1. Parzelle 1

Betrifft der Verkauf die gesamte Parzelle?

- Ja
 Nein

**Meldung eines Verkaufs**

Vorkatastrierte Parzellennummer

Nachdem Sie dieses Formular verlassen haben, müssen sie einen Plan oder zumindest eine Skizze beifügen, die es ermöglicht, den betreffende Teil zu identifizieren (es handelt sich um eine gesetzliche Verpflichtung)

Referenz der Parzelle:

INS (Gemeinde)

Gemeinde

INS (Abteilung)

Abteilung

Sektion

Wurzel

Exponent

Leistung

Bis

Parzellennummer (CAPAKEY)

Betroffene Außendienststelle der Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung

Aufteilung (P)

Art der Parzelle laut Kataster

Bitte angeben

Verkaufte Fläche der Parzelle in einem Agrargebiet und/oder im InVeKoS angemeldet

 m²

Gibt es einen Landpachtvertrag?

 Ja Nein

Art des Landpachtvertrags

Bitte angeben

Identität des Pächters

 eine natürliche Person Herr Name _____

Vorname _____

 Fr. _____ eine juristische Person

Unternehmensnummer

 . .

Bezeichnung:

3. Eventuelle Kommentare:

4. Ehrenwörtliche Erklärung

Herr Name Vorname
 Fr.

gesetzlich befugt, den beurkundenden Beamten zu ermächtigen,

erkläre an Eides statt, dass die in diesem Formular und dessen Anhängen erteilten Auskünfte sachlich richtig und vollständig sind.

5. Schutz der Privatsphäre und Beschwerdemöglichkeiten

5.1. Schutz des Privatlebens

Gemäß den Allgemeinen Datenschutzbestimmungen (GDPR) informieren wir Sie darüber, dass:

- die Daten, die Sie durch das Ausfüllen des Formulars angeben, dazu bestimmt sind, die Weiterverfolgung Ihrer Akte innerhalb des Wallonischen Öffentlichen Dienstes zu gewährleisten;
- diese Daten ausschließlich an den Dienst der wallonischen Regierung übermittelt werden, der für das im Formular angegebene Verfahren zuständig ist;
- Sie Zugang zu den Sie betreffenden persönlichen Daten, die der Wallonische Öffentliche Dienst besitzt, erhalten, indem Sie einen Antrag über das Formular "Antrag auf Zugang zu meinen persönlichen Daten" stellen;
- Sie Ihr Recht auf Berichtigung Ihrer Daten ausüben können, indem Sie sich an die Behörden des Wallonischen Öffentlichen Dienstes wenden, mit denen Sie in Kontakt stehen;
- das Recht, Daten zu löschen, die Verarbeitung einzuschränken und der Verarbeitung zu widersprechen, nur in bestimmten und begrenzten Fällen gegenüber Behörden ausgeübt werden kann. Die Verwaltung des wallonischen öffentlichen Dienstes, mit dem Sie in Kontakt stehen, wird Sie darüber informieren, ob die Ausübung dieser Rechte für die betreffende Verarbeitung möglich ist.

5.2. Rechtsmittel

Was tun, wenn Sie nach Abschluss des Verfahrens nicht mit der Entscheidung einverstanden sind?

1. Eine interne Beschwerde bei der Verwaltung einreichen.

Wenden Sie sich an die betreffende Verwaltung, um die Gründe darzulegen, warum Sie nicht einverstanden sind, oder reichen Sie eine entsprechende administrative Beschwerde ein, wenn diese im Verfahren vorgesehen ist.

2. Eine Beschwerde beim Ombudsmann einreichen.

Wenn Sie nach den vorangehenden Schritten bei der Verwaltung noch nicht mit der Entscheidung einverstanden sind, können Sie eine Beschwerde beim Ombudsmann der Wallonie und der Föderation Wallonie-Brüssel einreichen.

**Meldung eines Verkaufs**

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 9. September 2021 zur Festlegung des Formulars für die elektronische Notifizierung des Vorkaufsrechts durch beurkundende Beamte, die keine Notare sind, deren Amtssitz sich in Belgien befindet, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 9. September 2021

Céline TELLIER

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 9. September 2021 zur Festlegung des Formulars für die elektronische Notifizierung des Vorkaufsrechts durch beurkundende Beamte, die keine Notare sind, deren Amtssitz sich in Belgien befindet, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 9. September 2021

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2021/33750]

9 SEPTEMBER 2021. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het formulier voor de elektronische kennisgeving van het recht van voorkoop door andere instrumenterende ambtenaren dan notarissen met woonplaats in België

De Minister van Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikel D.358, § 9, vervangen bij het programma-decreet van 17 juli 2018;
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de modaliteiten inzake kennisgeving van het recht van voorkoop toegekend aan het Waalse Gewest krachtens artikel D.358 van het Waalse Landbouwwetboek, artikel 2, § 2, eerste lid;

Gelet op het rapport van 31 mei 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 09 juli 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, (1° of 2°), van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Enig artikel. Het formulier voor de mededeling van informatie bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de modaliteiten inzake kennisgeving van het recht van voorkoop toegekend aan het Waalse Gewest krachtens artikel D.358 van het Waalse Landbouwwetboek is bij dit besluit gevoegd.

Namen, 9 september 2021.

C. TELLIER

Bijlage. Mededeling aan de Directie Landinrichting van de landeigendommen

Bijlage.



Kennisgeving bij de Directie Landinrichting van de landeigendommen

Uw formulier wordt elektronisch ingediend en zal worden verwerkt
door de hiernaast vermelde administratie

Service public de Wallonie
Agriculture, Ressources Naturelles et
Environnement
Département du Développement, de la
Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être
animal
Direction de l'Aménagement Foncier Rural
Avenue Prince de Liège, 7
5100 Jambes

In geval van technische problemen, gelieve contact op te nemen met de volgende persoon:

Mevr. Nathalie SONDAG

Tel. : : 081 33 64 72

animeval.dcf3@spw.wallonie.be
calamites-agricoles.dgo3@spw.wallonie.be

Kennisgeving van de verkopen in het kader het recht van voorkoop in Wallonië

Onderwerp

Bij verkoop van een landbouwgrond, beschikt het Waals Gewest onder bepaalde voorwaarden over een recht van voorkoop. De ambtenaren die tot de verkoop overgaan, moeten de Directie Landinrichting van de landeigendommen vragen of zij al dan niet gebruik maken van dit recht van voorkoop.

Publiek

Notarissen met woonplaats buiten België en aankoopcomités.

Voorwaarden

Het betreft gebouwde of onbebouwde onroerende goederen die gelegen zijn in landbouwgebied op het gewestplan en gebouwde of onbebouwde onroerende goederen opgegeven in het SIGeC (Geïntegreerd Beheers- en Controlesysteem) en die gelegen zijn in gemeenten waarin een landelijke landinrichting in uitvoering is.

Regelgeving

Landbouwwetboek, art. D.358, § 9, vervangenm bij het programmadecreet van 17 juli 2018.

Besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 tot bepaling van de modaliteiten inzake kennisgeving van het recht van voorkoop toegekend aan het Waalse Gewest krachtens artikel D.358 van het Waalse Landbouwwetboek, artikel 2, § 2, eerste lid.

1. Gegevens van de instrumenterende ambtenaar**1.1. Identificatie**

Een notaris

- De heer Naam _____
 Mevr. _____

Voornaam _____

Een aankoopcomité

- Waals aankoopcomité
 Brussels aankoopcomité
 Vlaams aankoopcomité
 Federaal aankoopcomité

Vestigingseenheidsnummer / Ondernemingsnummer

Benaming

Gelieve minstens één telefoonnummer op te geven.

Telefoon _____

Telefoon _____

Telefoon _____

E-mail
1.2. Adres van de maatschappelijke zetel van uw instellingStraat
Nr.
Bus
Postcode
Gemeente
1.3. Contactpersoon

Gelieve een contactpersoon op te geven voor de opvolging van het dossier.

- De heerNaam _____
 Mevr. _____

Voornaam _____

Gelieve minstens één telefoonnummer op te geven.

Telefoon _____

Telefoon _____

Telefoon _____

E-mail
Referentie van het dossier
2. Details van de verkoop**2.1. Type verkoop**

Om welk type verkoop gaat het?

Verkoop uit de hand

Verkoopprijs van het goed (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief

 €

 m²

Oppervlakte van het goed (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief schadeloosstellingen)

Is de verkoop onderworpen aan het recht van voorkoop van de pachter?

- Ja
- Nee

Fysieke openbare verkoop

Kennisgeving van dag, uur en plaats van de openbare verkoop

Oppervlakte van het goed (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief schadeloosstellingen)

m²

Verkoopprijs van het goed (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief schadeloosstellingen)

€

Datum van de verkoop

Uur van de verkoop

Plaats van de verkoop

Straat

Nr.

Bus

Postcode

Gemeente

Is de verkoop onderworpen aan het recht van voorkoop van de pachter?

- Ja
- Nee

Kennisgeving van het bedrag van het laatste bod

Oppervlakte van het goed (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief schadeloosstellingen)

m²

Datum van de verkoop

Bedrag van het laatste bod

€

Gedematerialiseerde openbare verkoop

Kennisgeving van het begin en het einde van de veiling

Oppervlakte van het goed (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief schadeloosstellingen)

m²

Bedrag van de inzet (alleen het gedeelte in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS en exclusief schadeloosstellingen)

€

Begindatum van de veiling

Starttijd van de veiling

Einddatum van de veiling

Eindtijd van de veiling

Referentie van het goed op het online veilingplatform

Is de verkoop onderworpen aan het recht van voorkoop van de pachter?

- Ja
 Nee

 Kennisgeving van het uittreksel van de aanbestedingsakte

Referentie van het goed op het online veilingplatform

Datum van de aanbesteding

Bedrag van de aanbesteding

€

Na het invullen van het formulier moet U het uittreksel van de aanbestedingsakte bij uw dossier voegen.

Is het aantal percelen dat moet worden opgenomen groter dan 30?

- Ja
 Nee

2.2. Ligging

Straat / Plaatsnaam

Nr.

Bus

Postcode

Gemeente

2.1.1. Perceel (-elen)

Heeft de verkoop betrekking op het hele perceel?

- Nee
 Ja

Geprekadastreerd perceelnummer

Bij het verlaten van dit formulier, moet U een plan of, bij gebreke daarvan, een schets voegen, aan de hand waarvan dit onderdeel kan worden geïdentificeerd.

Referentie van het perceel:

NIS-code (Gemeenten)

Gemeente

NIS-code (Afdeling)

Afdeling
[Redacted]

Sectie Gedeelte

Exponent

Vermogen

Bis

Perceelnummer (CAPAKEY)

Partitie (P)

Betrokken buitendienst van de Directie Plattelandsinrichting [“DAFoR” in het Frans]

Aard van het perceel volgens kadaster

 m²

Verkochte oppervlakte van het perceel in landbouwgebied en/of aangegeven bij het GBCS

 m²

Bestaan van een pacht?

- Nee
- Ja

Aard van de pacht

De pachter is:

- een natuurlijke persoon
 - De heer Naam
 - Mevr. [Redacted] [Redacted]

Voornaam

- een rechtspersoon

NuméBedrijfsnr.

Dénomination

3. Eventueel commentaar :

4. Verklaring op erewoord

- De heer
- Mevr.

Naam

Prénom

is wettelijk bevoegd om de instrumenterende ambtenaar aan te werven

- verklaar op erewoord dat de in dit formulier en de bijlagen ervan vermelde informatie juist en volledig is

5. Beschermding van de persoonlijke levenssfeer en rechtsmiddelen

5.1. Beschermding van de persoonlijke levenssfeer

Zoals vereist door de algemene verordening gegevensbescherming (AVG), willen wij erop wijzen dat :

- de gegevens die u aan de hand van dit formulier verstrekkt voor de opvolging van uw dossier binnen de Waalse Overheidsdienst dienen;
- deze gegevens uitsluitend zullen worden doorgegeven aan de Waalse Overheidsdienst die belast is met het proces dat in het formulier wordt geïdentificeerd;
- u toegang kunt krijgen tot alle persoonlijke gegevens die op u betrekking hebben en die in het bezit zijn van de Waalse Overheidsdienst door een aanvraag in te dienen via het formulier "Verzoek om toegang tot mijn persoonlijke gegevens";
- u het recht op rechtzetting van uw gegevens kunt uitoefenen door contact op te nemen met de administraties van de Waalse overheidsdienst waarmee u in contact staat;
- de rechten om gegevens te wissen, de verwerking te beperken en bezwaar te maken tegen de verwerking slechts in bepaalde specifieke en beperkte gevallen ten aanzien van de overheid kunnen worden uitgeoefend. De administratie van de Waalse overheidsdienst waarmee u contact hebt, zal u informeren of de uitoefening van deze rechten mogelijk is voor de betreffende verwerking.

5.2 - Rechtsmiddelen

Wat kunt u doen indien de beslissing uw verwachtingen niet inlost na afloop van de procedure?

1. Een intern beroep indienen bij de administratie

Neem contact op met de betrokken administratie om de redenen voor uw ongenoegen uit te leggen of stel het specifiek bestuursrechtelijk beroep in als dit in de procedure is voorzien

2. Een bezwaarschrift indienen bij de Ombudsman.

Indien u na uw voorafgaandelijke stappen bij het bestuur niet akkoord zou gaan met deze beslissing, kan u een bezwaarschrift indienen bij de "Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles" (Ombudsman van Wallonië en van de Federatie Wallonië-Brussel)



Rue Lucien Namèche, 54 te 5000 Namen
Gratis telefoonnummer:
animeval.dcfs@spw.wallonie.be

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 september 2021 tot vaststelling van het formulier voor de elektronische kennisgeving van het recht van voorkoop door andere instrumenterende ambtenaren dan notarissen met woonplaats in België.

Namen, 9 september 2021.

Céline TELLIER

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 september 2021 tot vaststelling van het formulier voor de elektronische kennisgeving van het recht van voorkoop door andere instrumenterende ambtenaren dan notarissen met woonplaats in België.

Namen, 9 september 2021.

C. TELLIER